

TRAVAIL

Semaine des 4 jours : Gosuin ne renonce pas

Le ministre DéFI sortant appelle les futurs gouvernants à s'emparer de son idée contre le chômage

Depuis le début de la législature, le ministre bruxellois du travail sortant, Didier Gosuin (DéFI), défend l'idée de passer à la semaine des quatre jours pour les travailleurs non qualifiés et ainsi résoudre une partie du chômage structurel. S'il a voulu porter le débat, sa mesure n'a pas rencontré une adhésion chez ses collègues. À l'heure de quitter la politique régionale, Didier Gosuin souhaite encore convaincre que son idée est la bonne.

↳ **Dès 2015, vous annonciez vouloir tester la semaine des quatre jours pour Bruxelles Propreté. Près de quatre ans plus tard, une étude a été rendue, mais il n'y a pas eu de concrétisation, pourquoi ?**

C'est une idée que j'ai lancée très tôt dans la législature oui. Hélas, j'ai été rattrapé par les discours idéologiques, à droite comme à gauche. Mais mon constat n'est pas idéologique, il est très pragmatique. En 2030, d'après une étude d'Agoria, nous allons perdre en Belgique 300.000 emplois non qualifiés. On peut espérer qu'ils soient remplacés par des emplois plus qualifiés, mais le problème c'est qu'aujourd'hui à Bruxelles, on a 23 % de jeunes qui sortent de l'enseignement obligatoire sans qualifications. Or, déjà aujourd'hui, la capacité de l'emploi non qualifié est de 13 %. Donc il y a un problème, qui va continuer.

↳ **Vous proposez donc la semaine des quatre jours pour y remédier.**

La semaine des quatre jours que je propose serait limitée aux entreprises qui ont beaucoup d'emplois non qualifiés. Le cinquième jour non travaillé serait destiné à la formation, sur base volontaire. Cela permettra aux travailleurs concernés de sortir de l'incertitude : « A tout moment, mon travail peut disparaître ». Et la semaine des quatre

jours libère 20 % de potentiel d'emploi, pour les personnes qui justement cherchent un travail non qualifié.

↳ **Pourquoi avoir voulu tester le modèle sur Bruxelles Propreté ?**

J'ai demandé une étude à l'ULB pour tester l'idée sur Bruxelles Propreté. J'aurais aussi pu le faire pour les titres services par exemple, qui sont aussi du travail non qualifié. L'idée, c'est qu'on a dix ans devant nous pour se préparer à ce changement. Il faut entrer dans une logique de formation continue. Mais il faut être réaliste aussi : il y aura toujours des travailleurs non qualifiés, on le sait.

↳ **Côté droite, évidemment, la principale question est celle du coût d'une telle mesure...**

Comment on finance ça ? En utilisant les cotisations patronales que les employeurs paient pour embaucher de nouvelles personnes. Et on compense grâce à la baisse des allocations de chômage, puisqu'on crée de nouveaux emplois. Ça existe en France, avec la loi Robien, et ça a été théorisé par Michel Rocard. Et moi, j'adapte ce modèle sur Bruxelles, en le couplant avec les qualifications, avec la proposition de formation.

↳ **Mais la formation le cinquième jour se ferait sur une base volontaire, pourquoi ?**

Il y a des personnes qui sont bien où elles sont, ou qui n'ont pas les capacités d'aller plus haut. Mais d'autres peuvent se former. Aujourd'hui, nous produisons trop de travailleurs non qualifiés. Est-ce qu'on peut demander à quelqu'un qui porte toute la semaine des déchets, à une femme qui travaille chaque jour pour faire le ménage, de faire encore des efforts supplémentaires et d'aller se former sur le temps qu'il lui reste ? Alors qu'ils n'ont déjà pas les moyens pour vivre ?

↳ **Vous attendiez-vous à une**

telle opposition à votre idée de la part des autres partis ? Et qu'en ont pensé les entreprises ?

Non je ne m'y attendais pas, car je trouvais ma démarche pragmatique. C'est l'idéologie qui a pris le terrain. J'ai été très peu relayé. Ici, tout de suite on a enterré l'idée. On est dans des clichés imbéciles. Les partis de gauche, tout de suite, se sont emparés de l'idée et ont voulu généraliser le modèle à toute l'économie, ça ne va pas. Et forcément, ça a déclenché des arguments pour les adversaires. On a tout simplifié, il fallait être soit pour, soit contre. Les entreprises sont toujours très frileuses, elles ont toujours peur : « Qu'est ce que ça va nous coûter ? » Rien, comme le montre le modèle de Michel Rocard.

↳ **L'étude que vous avez commandée à l'ULB conclut qu'une Région seule ne peut pas décider d'implanter ce système, donc qu'il faudrait un plan interfédéral. Ne craignez-vous pas que cela rende cette mesure encore plus délicate à mettre en place ?**

Cette étude a permis d'identifier les obstacles légistiques. On sait maintenant que cette politique ne peut pas se faire seulement au niveau régional. Ce doit être un projet national et fédéral, puisque cela touche aux pensions, aux cotisations. Ce qu'il faut maintenant, c'est une volonté du fédéral et des régions, une volonté politique. On a les clés, il y a un chemin.

↳ **Le fait que vous n'ayez pas été suivi sur cette mesure, alors que maintenant, vous quittez la politique régionale, c'est un regret ?**

Non. Si je n'étais pas ministre, je n'aurais pas pu poser ce débat. Maintenant, il faut convaincre. J'en ai marre de cette paralysie de notre société, de ces combats idéologiques à la con. Que quel qu'un me dise quelle est sa

solution rapide pour régler la baisse progressive des emplois non qualifiés et en même temps l'arrivée sur le marché de jeunes non qualifiés. C'est le problème numéro 1 de notre chômage. Le temps de germination est terriblement lent dans nos sociétés. Mais je ne renonce pas à ce combat. Je vais continuer de porter des débats politiques qui ont du sens. Mon rôle est de lancer des idées. Je ne fais pas ça pour moi. Mais je suis inquiet.

↳ **Des communes, comme Anderlecht et Saint-Josse, veulent appliquer la semaine des quatre jours pour une partie du personnel, qu'en pensez-vous ?**

C'est bien, mais c'est anecdotique, car limité aux membres du personnel de plus de 55 ans. Ça existe déjà d'une certaine façon, il y a des temps partiels. Moi, je vise ceux qui sont encore pour longtemps sur le marché du travail. Je vise les jeunes, pas ceux qui ont déjà 63 ans. Ça, ce n'est pas une réponse, c'est du show.

MARIE HAMONEAU



Didier Gosuin dans son cabinet ministériel. © E.G.

Formation professionnelle

« Ça va nous péter dans la gueule »

Pour Didier Gosuin, il faut carrément une « révolution copernicienne sur la formation », afin de résoudre le problème des nombreux jeunes qui sortent de l'enseignement obligatoire sans qualification. « La société est irresponsable de mettre sur le marché du travail autant de jeunes sans compétences. Le pacte d'excellence, je veux bien y croire, mais on ne verra ses effets qu'à partir de 2025, au mieux. En attendant, combien de jeunes vont débarquer et combien d'emplois vont disparaître? », demande-t-il.

« On ne peut pas se contenter de dire « Il n'y a qu'à changer l'enseignement ». J'entends ça depuis 20,

30 ans. » Pour lui, la formation en entreprise est une solution à développer. « La qualification des travailleurs est une des grandes faiblesses de la Belgique. Mais on ne veut pas reconnaître que le monde de l'entreprise a son rôle dans la formation. Ça se fait beaucoup plus en Allemagne ou en Suisse par exemple. »

Et pour lui, demander aux jeunes qui sortent de l'enseignement obligatoire de retourner aux études n'est pas réaliste. « Ce n'est pas ce que ces jeunes veulent entendre, ils veulent travailler, gagner de l'argent. » Pour lui, la formation en alternance permet justement à ces jeunes et de gagner

de l'argent en travaillant, de gagner aussi en confiance, tout en acquérant des compétences. « On entre dans un schéma dynamique, ce n'est pas de l'assistantat. » Didier Gosuin poursuit, et met en garde. « Je vois que la diminution du taux de chômage va connaître une stabilisation. On a pu baisser le chômage conjoncturel, mais là, c'est structurel. Parce que ces gens seront inemployables. Et plus ils restent au chômage, plus ils seront inemployables. Il faut changer le plus vite possible. On n'a plus le droit à l'erreur. C'est un problème qui va nous péter dans la gueule. Ça nous péte déjà dans la gueule aujourd'hui. »